

Région de Thiers

Novembre 2013

MULTIPLICATION DES MOUVEMENTS DE COLÈRE : AUX TRAVAILLEURS D'EN PRENDRE LA TÊTE !

Le ras-le-bol fiscal n'en finit pas. Et les mouvements de colère qu'il suscite non plus : manifestations des transporteurs, des centres équestres, des artisans... A qui le tour ?

ENCORE UNE HAUSSE D'IMPÔT, CELLE DE LA TVA, L'IMPÔT LE PLUS INJUSTE

Après l'écotaxe, étudiée pour toucher les plus petits et épargner les plus gros transporteurs, c'est la hausse programmée de la TVA, avec laquelle le gouvernement continue dans la taxation des plus pauvres. Déjà 800 000 ménages modestes, jusqu'alors non imposables, se sont vus pour la première fois imposés sur leurs revenus.

Au 1er janvier, l'augmentation de la TVA est prévue de 19,6 % à 20 % pour le taux maximum et de 7 à 10 % pour le taux intermédiaire, concernant la restauration, les transports, les travaux du bâtiment, le bois de chauffage, etc. Les 7 milliards d'euros que devraient dégager ces hausses vont contribuer... à financer une bonne partie des 20 milliards de crédit d'impôt compétitivité destinés aux entreprises ! Cette hausse de l'impôt le plus injuste, puisqu'il taxe les familles sur leur consommation quels que soient leurs revenus, va donc servir à remplir un peu plus les poches des plus gros patrons.

RAS-LE-BOL D'ENGRAISSER LES LICENCIÉS

Alors que ces mêmes capitalistes ne cessent de détruire nos emplois, ce qui se passe en Bretagne est à l'image du reste de la France. En Bretagne, les travailleurs de Gad, de Tilly-Sabco, de Marine Harvest, de PSA Rennes, font face aux suppressions d'emplois. Mais c'est dans toutes les régions que s'accroissent les plans de licenciements : + 12 % sur les neuf premiers mois de l'année par rapport à 2012.

Dans le Nord, les salariés de la Redoute ont manifesté et continuent de s'organiser contre les 700 suppressions d'emplois programmées. En région parisienne, PSA Aulnay doit fermer définitivement dans quelques mois, et pour l'ensemble du groupe, des milliers de suppressions de postes sont prévues sur tous les sites. Sans parler des accords dits de compétitivité, qui sont imposés un peu partout aux salariés, pour aggraver leurs conditions de travail et baisser leurs salaires sous prétexte de préserver l'emploi.

QUI RÉCOLTERA LES FRUITS DE LA COLÈRE ?

En Bretagne, nombreux sont ceux qui aimeraient récupérer le mécontentement qui s'exprime et l'utiliser dans leur propre intérêt : des patrons, en particulier de l'agroalimentaire, à la FNSEA, le syndicat des gros agriculteurs, en passant par des politiciens de tous bords, et d'abord de l'extrême-droite. Mais à Quimper le 2 novembre, les manifestants les plus nombreux étaient les salariés, en particulier ceux de l'agro-alimentaire les plus exploités.

La question est donc maintenant qui prendra la tête de ce ras-le-bol social généralisé ? Si nous voulons éviter de tirer les marrons du feu pour les patrons, la droite, l'extrême-droite et tous nos exploités, la seule solution serait que les travailleurs s'organisent par eux-mêmes.

D'abord pour mettre en avant leurs revendications : interdire les licenciements, augmenter les salaires, imposer les plus riches.

Ensuite, pour pouvoir tendre la main et faire la jonction avec toutes les autres couches populaires qui ne vivent pas sur notre dos mais sont également victimes de la politique des patrons et de ce gouvernement : paysans, artisans, enseignants, etc.

Dès cette semaine de nouvelles manifestations sont prévues, des salariés de La Redoute à Paris, samedi à nouveau les ouvriers bretons, de Morlaix, Saint-Brieuc... à Rennes. D'autres encore les semaines suivantes. Il nous faut saisir toutes les occasions de prendre tous les contacts possibles d'une entreprise à l'autre, et de manifester ensemble.

Il est temps que le mouvement parti de Bretagne s'étende, que tous les travailleurs menacés – c'est-à-dire nous tous ! – s'unissent pour riposter. Pour faire remballer aux patrons et au gouvernement qui les sert, leurs attaques et leurs licenciements.



www.npa2009.org/souscription

VERRERIES DE PUY-GUILLAUME : L'AMIANTE TUE TOUJOURS

Les anciens salariés de la verrerie de Givors continuent de se battre pour tenter de faire reconnaître des cancers liés à leur activité passée et à une exposition à des matières dangereuses pour la santé. Une audience de conciliation a eu lieu le 10 septembre devant le tribunal des prud'hommes de Lyon. Sur 645 salariés de l'ancienne verrerie 128 ont développé un cancer. Plusieurs en sont morts. Depuis plus de quatre ans les anciens tentent toutes les actions en justice pour obtenir réparation et faire reconnaître l'origine professionnelle de leur maladie.

Alors, à Puy Guillaume, combien de malades ? Combien de décès ?

Il n'y a pas de raisons que ce soit différent, puisque les mêmes conditions, les mêmes produits, les mêmes protections contre la chaleur, les mêmes isolations, les mêmes bâtiments (pour la plupart encore couverts avec les fameuses plaques ondulées, dont la fabrication, pour la plus grande partie, remonte... avant l'interdiction de l'amiante). Dans les verreries tout comme dans les aciéries et toutes les industries travaillant à chaud, les constatations sont les mêmes. Et le personnel travaillant au plus près de la production est encore plus touché. Et il y a quelques jours encore notre camarade "FIFI" l'a lui aussi payé de sa vie.

Il ne faut plus protester, se battre, voire mourir chacun dans son coin. Autour de bien des entreprises des camarades s'organisent pour faire cesser le scandale de l'amiante et faire payer les patrons criminels : comme ceux de Givors, ou encore ceux des aciéries des Ancizes. Rejoignons-les. C'est ensemble que nous ferons respecter nos droits.

AUVERGNE-BOURBONNAIS-BRETAGNE MÊME COMBAT CONTRE LES LICENCIEMENTS

Devant la multiplication des licenciements et des fermetures de boîtes le ras-le-bol des salariés a éclaté en Bretagne. On comprend les Bretons jetés à la rue avec des indemnités dérisoires (voire sans indemnités du tout).

Mais il n'y a pas qu'eux. Rien que dans les deux bassins d'emploi de Vichy et de Thiers par exemple, depuis septembre la liste des fermetures et des boîtes menacées n'a fait que s'allonger : ELBA, papeterie de 63 salariés à la Monnerie-le-Montel ; Candia, Saint-Yorre, plus de cent salariés ; les transports Simonnet à Saint-Pourçain-sur-Sioule, 32 travailleurs sur le carreau ; l'imprimerie de Chavannes, à Chassenard, dont les travailleurs n'étaient pas payés depuis des semaines ou encore le fabricant de mobilier Wider Simobi, Saint-Germain-des-fossés dont les actifs ont été définitivement liquidés.

Même les employés civils de la base Air 277 à Varennes-sur-Allier, qui pouvaient un temps se croire protégés, ne sont plus garantis de conserver leur emploi.

Il est vraiment temps de comprendre que ce n'est plus une question de région, mais que tous secteurs confondus, privés et publics, métallurgie ou agro-alimentaire, industrie ou services, nous sommes concernés. Pour ne pas nous retrouver au chômage, ou voir nos conditions de travail aggravées ou nos salaires réels baissés, c'est ensemble qu'il faut nous y mettre, Bretons, Auvergnats et tous les autres de France et de Navarre.

VERRERIES DE PUY-GUILLAUME : NE LAISSONS PAS LE PATRON SANCTIONNER ET LICENCIER À VOLONTÉ

La blague était non seulement de mauvais goût mais stupide comme tout ce qui repose sur les préjugés machistes, racistes ou homophobes. L'auteur lui-même l'a vite senti puisqu'il a écrit une lettre d'excuses affichée dans les panneaux. Mais c'est à nous de mettre fin aux comportements imbéciles de certains d'entre nous. Il faut être un bien piètre syndicaliste pour penser le contraire et laisser faire le patron.

Car inadmissible la sanction que la direction s'est arrogée le droit de prendre : licencier, de quel droit ? Ne laissons pas le patron faire la police dans nos rangs, même dans les cas « indéfendables » (mais quel cas est « indéfendable » quand il s'agit de défendre le droit à l'emploi, c'est-à-dire à pouvoir vivre, d'un salarié?) .

Si nous laissons celui-ci exercer une justice de droit divin, un jour ou l'autre n'importe lequel d'entre nous peut se faire JETER, sans raison, voire sans preuve, simplement sur une dénonciation venue dont on ne sait où ? La direction ne vient-elle pas de décider qu'uriner sur des rails rouillés coûte... une lettre d'avertissement ? Pire : dans une des verreries en Espagne du même groupe (OI) un autre travailleur a pris 21 JOURS de mise à pieds ... pour un accident du travail (une main écrasée dans une machine de production).

Ça suffit ! Le système mis en place, le fameux N°Vert, a bien marché. Le « papa du bébé » est bien content. Pas nous !

AUX PHILIPPINES, LA CATASTROPHE NE VIENT PAS DU CIEL

Une dizaine de jour après le passage du typhon Haiyan, des centaines de milliers de Philippins sont encore dans le dénuement le plus total.

Les médias ont beau se féliciter de la réaction internationale, le plus remarquable reste toutefois la faiblesse des moyens débloqués. Un porte-avion de la part des USA, quelques dizaines de millions de dollars de la part de l'ONU, ce sont des clopinettes à comparer aux quelques 200 millions d'euros dépensés par la France seule pour aller guerroyer au Mali.

Pour nous contacter : npariomcbrailles@gmail.com ou npaclermont@gmail.com ou npaissoire@yahoo.fr
visitez notre blog : <http://npa-63.over-blog.com>